

Conseil national du 14 septembre 2017

Rapport introductif présenté par Olivier Dartigolles

Cher-e-s camarades,

Nous réunissons notre Conseil national sur une journée, avec un impératif horaire, arrêter nos travaux à 16 heures pour nous rendre sur le site de la Fête de l'Humanité pour son inauguration. Afin de laisser le temps nécessaire à nos échanges et à nos décisions, je ne traiterai que de deux questions : l'évolution de la situation politique et sociale, avec une actualité chargée, et la première étape dans la préparation de notre Congrès extraordinaire de 2018, avec des enjeux décisifs pour l'avenir du combat communiste et les transformations du PCF. En limitant mon intervention à une demi-heure, je me risque, sur de trop nombreux sujets, à en rester à une simple énumération de questions que l'on pourra approfondir au cours de nos échanges et dans les semaines à venir.

Solidarité aux Antilles.

Le PCF a exprimé, dès jeudi dernier, sa solidarité aux familles et aux proches des victimes de l'ouragan Irma qui a frappé les territoires français aux Antilles et de nombreuses autres îles des Caraïbes. Jamais, dans cette partie du globe, un événement climatique d'une telle intensité n'avait été enregistré. Saint-Martin et Saint-Barthélemy ont été totalement ravagées. En partenariat avec le Secours populaire français, le journal *l'Humanité* annoncera, ce week-end, une grande initiative de solidarité à laquelle nous apporterons tout notre soutien. La solidarité s'organise aussi à l'échelle de la région. Cuba, qui a été très rudement touchée et qui va avoir besoin d'aides matérielles, a mis à disposition 750 médecins et des personnels médicaux. En métropole et aux Antilles, des questions se posent aujourd'hui sur la lenteur et l'insuffisance des secours, la faiblesse des mesures de prévention prises en amont. André Chassaigne est intervenu auprès du ministère des Armées en pointant de graves dysfonctionnements, notamment sur l'engagement de notre Marine nationale et le déploiement de notre flotte. Ce n'est pas la première fois que la question du régalien, celle de la puissance de l'État sont posées. Cet été, lors des incendies en PACA et en Corse, la moitié de la flotte des Canadair était clouée au sol du fait des politiques d'austérité budgétaire.

Irma est le nom d'une réalité : celle du réchauffement climatique, de la hausse des températures des océans. Il y a un consensus scientifique pour dire que la fréquence des ouragans augmentera et que chaque degré de réchauffement supplémentaire aura une influence et des conséquences dévastatrices plus grandes que le degré précédent. Avec, si rien n'est fait pour de bon, des risques d'événements extrêmes comme Irma, ou comme les grands feux qui viennent de détruire les forêts d'Amérique du Nord.

Nous sommes à deux semaines avant l'entrée provisoire du CETA. Un comité d'experts, installé par le gouvernement, vient de rendre un rapport qui alerte sur l'absence d'engagements contraignants pour lutter contre le réchauffement climatique. E. Macron doit donc, après Irma, refuser ce traité de libre-échange en raison de l'urgence climatique.

Le premier été du macronisme : le roi des riches et sa politique de droite.

Depuis notre Conseil national du mois de juin, bien des choses se sont passées. Nous étions alors en pleine macromania. Voici ce qu'écrivait alors Franz-Olivier Giesbert : « *Mais qu'est-ce qui nous arrive ? Longtemps, la France fut le pays le plus pessimiste et ronchon du monde. Elle est en passe de*

devenir l'un des plus optimistes, un laboratoire d'avenir. Il a suffi qu'Emmanuel Macron accède à l'Elysée pour que soudain tout change. Miracle de la politique, la France s'est mise à croire de nouveau en elle, quasi à s'aimer. Si les mots ont un sens, nous sommes en train de vivre une nouvelle Révolution française. Jupiter, qui n'a peur de rien, entendait se placer dans la lignée des Mirabeau, La Fayette, Danton, Robespierre. »

Mais ça, c'était avant.

De la cuisse de Jupiter n'est sortie, non pas un changement, une modernité, mais ce qu'il faut aujourd'hui, et sans hésitation possible, désigner par son nom, une politique de droite. D'une certaine manière, il est assez performant pour redonner des repères au clivage gauche/droite. L'illusion d'une politique équilibrée, « et de droite et de gauche », qui allait « en même temps » favoriser la liberté des entreprises et la sécurité des salariés n'a pas résisté au premier été du macronisme. Si la chute de popularité pour Macron et son Premier ministre est aussi marquée, c'est d'abord l'expression d'un fort scepticisme, d'un doute, sur l'efficacité de cette politique, sur les résultats qu'elle peut obtenir, notamment sur la question du chômage et de la réduction des inégalités. Il n'y a pas de majorité d'idées dans notre pays pour croire que la réforme du Code du travail permettra la création massive d'emplois. Le gouvernement, par la voix d'E. Philippe et de M. Pénicaud, a d'ailleurs été très défensif sur cette question lors de la présentation, le 31 août dernier, des ordonnances. C'est un signe qui ne trompe pas, tout comme la fébrilité d'E. Macron redoutant que les « *fainéants* » que nous sommes ne se mettent à leur tour en marche...

Le portrait du nouveau président est aujourd'hui installé : un roi des riches, menant une politique injuste, brutale, un monarque maquillé, arrogant et cruel avec les plus modestes, alors que beaucoup d'entre eux ont voté pour lui pour ne pas avoir Marine Le Pen. Cela nourrit partout dans le pays de la déception, du mécontentement et de la colère, sans pour autant régler la question d'une perspective à gauche et avec une trop grande sous-estimation du danger qui menace. Il y a urgence à en prendre la juste mesure. Jamais, au cours des dernières décennies, un exécutif n'a voulu aller aussi loin et aussi vite dans une entreprise de démolition pour, au nom de « transformations profondes » et « d'adaptation du pays aux réalités du monde », satisfaire les puissances de l'argent. La réforme du Code du travail n'est que la première étape d'un projet global, cohérent, avec un agenda courant sur les deux prochaines années. Logement, formation professionnelle et assurance-chômage, budget 2018 d'hyper-austérité pour les classes populaires et moyennes et de cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises, services publics et collectivités locales, privatisations et nouvelles dérégulations, système de retraite et sécurité sociale, voilà les différentes étapes d'ores et déjà programmées pour les prochains mois. La bataille politique et idéologique va être intense avec d'un côté, un exécutif qui va faire de la pédagogie, en continuant l'enfumage – il ne dira jamais le nom et les objectifs réels de sa politique –, et, de l'autre, les forces progressistes engagées dans la riposte, les contre-offensives, qui devront trouver les chemins de l'unité la plus large avec l'objectif d'améliorer le rapport de force pour obtenir des reculs du gouvernement.

Amplifier la mobilisation contre les ordonnances.

Il y a encore quelques semaines, le gouvernement présentait les ordonnances comme une simple formalité avec un dispositif de communication autour du dialogue social et la promesse d'un texte équilibré. Tout cela a volé en éclats. Le contenu réel de cette contre-réforme n'a pas été présenté par le candidat Macron lors de la campagne présidentielle, ni pour les législatives, ni même lors de la session extraordinaire parlementaire. Le masque est depuis tombé avec deux réalités : les pleins pouvoirs patronaux et une volonté, via une précarisation généralisée, de déstructurer le lien

au travail pour des millions de salariés et pour toute la nouvelle génération. Il s'agit d'une entreprise d'ampleur qui vise à installer, non pas qu'un Far West pour le marché du travail, mais, plus généralement, une autre société.

Le 12 septembre était la première journée nationale de riposte, elle devait donc donner une première indication. Avec 400 000 manifestants rassemblés, c'est une réussite, et comme le titrait *l'Huma* – qui a produit un très bon cahier de décryptage des ordonnances –, cette première journée est un « *beau tremplin pour la suite* ». Nous allons participer à amplifier cette mobilisation. Un mot rapide sur un sujet qu'il nous faut pointer, celui de la syndicalisation. Les salariés, les précaires, ont une double raison de se syndiquer et de choisir des syndicats de lutte. D'abord contribuer à un rapport de force national. Et surtout, dans un contexte où le gouvernement et le patronat cherchent à affaiblir les protections collectives et les organisations syndicales, d'y répondre par un renforcement des syndicats.

Pour le PCF, nous n'avons pas, et nous n'aurons jamais de problème d'agenda quand il s'agit de faire grandir la riposte à la politique gouvernementale. Chacun est légitime, organisations syndicales, organisations politiques, à prendre des initiatives, comme Jean-Luc Mélenchon l'a fait pour le 23. Mais dans la période actuelle, la recherche de l'unité doit primer sur toute autre considération. Unité syndicale et unité politique, les deux. Et unité de toutes les forces progressistes, de toutes les ressources populaires et citoyennes pour faire reculer le gouvernement.

La Fête de l'Humanité va être le prochain rendez-vous de cette mobilisation. Le meeting, scène centrale dimanche, sera le rendez-vous des ripostes et des alternatives. Cela sera, après la journée du 12, le second temps fort contre les ordonnances. Toutes les forces sociales et politiques seront présentes à la Fête. De vendredi à dimanche, nous y diffuserons massivement la carte-pétition ainsi que l'adresse des députés communistes, tirées à plus d'un million d'exemplaires. Puis, nous participerons à la nouvelle journée d'action, le 21 septembre, qui doit permettre de franchir une nouvelle étape dans la mobilisation.

Après la Fête de l'Huma, nous proposons à nos fédérations et nos sections d'organiser des réunions publiques afin de participer à l'indispensable travail de vérité, de révélation et d'informations sur le contenu des ordonnances. Dire en quoi, et le plus précisément possible – comme cela vient d'être fait sur les congés maternité – la mise en œuvre de cette réforme aurait des conséquences catastrophiques en termes de précarité accrue, d'arbitraire patronal sur les conditions de travail, sur le travail lui-même, qui ne permettrait plus, via un CDI correctement rémunéré, avec des droits et des protections, de construire sa vie. Nous ne partons pas de rien. Nous disposons de la proposition de loi pour la sécurisation des parcours professionnels déposée sous l'ancienne mandature. La question des nouveaux pouvoirs et de nouvelles libertés pour les salariés monte de partout. La rencontre tenue au CESE jeudi dernier, à l'initiative d'*Économie et politique*, tout comme le succès de l'émission diffusée sur notre page Facebook, avec la participation de Pierre Dharréville et de Laurence Cohen, témoignent de ce que nous pouvons réaliser.

Alors que les profits atteindront un niveau record en 2017, certainement plus de 100 milliards pour le CAC 40, avec une avidité toujours plus grande pour les dividendes versés aux actionnaires, la relance de notre campagne sur le coût du capital peut trouver un écho très favorable. Ne faut-il pas lors des prochaines semaines, dans le cadre de ces réunions publiques, sous la forme de conférences de presse annonçant ces débats, positionner plus fortement et dans la durée

l'expression du Parti, des dirigeants communistes, sur la question du travail, de sa richesse, en opposition à la finance et à l'entreprise de destruction engagée par le gouvernement.

Les autres dossiers chauds en cette rentrée.

Je parlais en introduction d'un projet global et cohérent. Je vais donc ici pointer différentes questions, qu'il nous faut relier entre elles car elles font sens, sans les développer et sur lesquelles la riposte doit grandir dans les prochaines semaines avec, comme pour le Code du travail, un travail exigeant à produire pour expliquer les dangers et dire ce que seraient de vraies solutions, convaincre qu'une autre politique est possible.

C'est le cas sur le **logement**. Après un été meurtrier (baisse du budget de la politique de la ville, baisse des APL, remise en cause de la loi SRU), le projet gouvernemental confirme une opération de grande envergure contre le logement social et les plus modestes. Contrairement à la communication gouvernementale, selon laquelle la baisse des APL n'aurait aucun impact pour les locataires avec une baisse équivalente des loyers, la vérité est que les sommes prélevées sur les budgets des bailleurs sociaux vont très fortement réduire la voilure pour des investissements utiles à l'amélioration des logements existants et la construction de nouveaux logements sociaux.

Comme Pierre l'avait annoncé lors de notre université d'été, le non renouvellement et la suppression drastique de 150 000 **contrats aidés** sont une véritable bombe sociale. La méthode utilisée est particulièrement brutale, pas la moindre concertation, pas de dispositif d'accompagnement des salariés qui passent du jour au lendemain d'un statut précaire au chômage, aucune transition proposée aux collectivités locales, aux associations, aux familles. Pour de très nombreuses structures associatives, qui accomplissent des missions d'intérêt public, dans l'urgence sociale, l'éducatif, le sport, la culture, l'économie sociale et solidaire, la question se pose aujourd'hui de ne plus poursuivre leur intervention. Certaines ont déjà annoncé qu'elles cesseront leur activité à la fin du mois. Avec les associations des élus, le monde associatif, nous demandons d'abord un moratoire, le temps de réaliser un diagnostic sur les missions accomplies par ces contrats aidés et, à partir des acquis d'expériences, des compétences, obtenir la pérennité de ces emplois.

Pour un très grand nombre d'**élus locaux**, cette décision sur les contrats aidés, au cœur de l'été, a été le coup de grâce, l'annonce de trop. Face au mécontentement grandissant, E. Macron a répondu sur le mode du chantage : pas de baisse des dotations si les collectivités locales atteignent l'objectif fixé par le gouvernement d'une baisse des dépenses de fonctionnement de 13 milliards d'euros sur le quinquennat. On peut avoir les plus grandes craintes sur la manière dont la prochaine conférence des territoires va se tenir le 23 octobre prochain, avec quelles questions à son ordre du jour ? Avec qui autour de la table ? Pour quelles décisions ? Devant les préfets, Macron a réaffirmé sa volonté de refonder les relations entre l'État et les collectivités. C'est un nouveau big bang territorial qui s'annonce avec de nouveaux périls pour les ressources financières et la liberté d'administration. Dans un tel contexte, les prochaines élections sénatoriales, le 24 septembre, sont redoutées par le nouveau pouvoir. 16 de nos sénateurs sortants, sur les 18 du groupe, sont renouvelables avec la possibilité d'obtenir un bon résultat et le maintien du groupe, ce qui n'était pas une évidence il y a quelques mois. Macron ne doit pas obtenir une majorité des 3/5^e au Parlement pour, sans passer par le référendum, changer la Constitution. Le groupe communiste au Sénat sera le seul à permettre une opposition de gauche claire et cohérente.

La colère et l'inquiétude des élus s'expriment aussi sur les conditions de la **rentrée scolaire**. Il faut y être attentif. Un modèle de tract traitant des conditions dans lesquelles s'effectue la rentrée scolaire est à disposition. Il est un bon support pour aller aux sorties des écoles pour échanger

avec les enseignants, les personnels, les parents d'élèves. L'exécutif surveille, non sans appréhension, la manière dont la rentrée **universitaire** va se passer. 800 000 étudiants sont directement frappés par la baisse des APL. Tout au long de l'été, le scandale national des inscriptions post-bac n'a fait que mettre en lumière, non pas le bug d'un logiciel, mais l'incapacité d'un pays comme le nôtre, du fait d'un sous-investissement chronique dans l'enseignement supérieur et la recherche, à accueillir dans de bonnes conditions les 40 000 bacheliers supplémentaires. Le gouvernement entend répondre à la sélection par tirage au sort par une sélection généralisée, via le concept des prérequis, là encore, une très grosse bataille est à prévoir.

L'autre gros dossier des prochaines semaines sera le **budget 2018** avec une présentation du projet de loi au Conseil des ministres du 27 septembre et une discussion parlementaire à l'automne. Il inscrira une première coupe de 20 milliards d'euros sur la dépense publique – sur les 80 milliards programmés d'ici 2022 – avec 10 milliards pour l'État. Les arbitrages budgétaires qui seront rendus auront des traductions plus que saignantes pour les missions de services publics. Il faut, là encore, bien prendre la mesure des conséquences directes que cela produira dans un très grand nombre de services publics. Ce budget sera une nouvelle étape montrant le vrai visage du macronisme. Un budget de droite, allant plus loin encore sur certains sujets que ce que proposait le candidat Fillon. Un budget qui creusera de manière inédite les inégalités. Le dernier décile des Français les plus riches concentre à lui seul 46 % des gains des mesures fiscales du quinquennat en direction des ménages. Les 280 000 les plus riches, les célèbres 1%, sont ceux qui en bénéficieront le plus fortement, quand le taux du livret A, lui, sera gelé. La réforme de l'ISF va priver les recettes de l'État de 3 milliards d'euros. Les cadeaux fiscaux aux entreprises et les facilités faites aux puissances de l'argent, par la réforme fiscale sur le capital, vont faire de notre pays une sorte de paradis fiscal « new look ». Comme pour la riposte sur les ordonnances, il va nous falloir des exemples précis, avec une communication permettant une meilleure mise en valeur de l'activité et des propositions portées par nos parlementaires.

Les **enjeux européens** sont tout aussi brûlants. La campagne des prochaines élections européennes est lancée. E. Macron a levé le voile sur ses intentions lors de son déplacement en Grèce. Les grandes opérations démarreront après les élections législatives en Allemagne du 24 septembre. Il sera question de refondation. Nous avons des solutions précises à apporter sur le sujet et des actions à mener. Un premier rendez-vous, le premier forum européen des forces progressistes, se tiendra à Marseille les 10 et 11 novembre prochains.

La politique d'immigration et le droit d'asile font l'objet d'une politique de plus en plus agressive et répressive. Il faut aussi se préparer à une extension massive des contrôles d'identité. Avec l'inscription de l'état d'urgence dans la loi ordinaire, l'attaque contre les droits du Parlement, contre la démocratie sociale et locale, nous sommes face à une attaque de très grande ampleur.

Dans un climat de tensions internationales renforcées et de risque d'embrasement que je n'ai pas le temps de développer ici, les marches du 23 septembre pour la **Paix**, à Paris et dans de très nombreuses autres villes, sont inscrites en lettres d'or dans notre agenda militant.

Je pourrais compléter cette liste en évoquant bien d'autres questions, comme les enjeux liés à la souveraineté alimentaire et à la rémunération du travail paysan, l'offensive contre la SNCF comme ballon d'essai sur la prochaine réforme des retraites et l'ouverture à la concurrence pour toujours plus de dérégulations, la protection sociale et la santé, la culture...

Une Fête de l'Huma au cœur de l'actualité des luttes et de la solidarité.

Nous en parlerons ce week-end à la **Fête de l'Huma** avec de très nombreux débats consacrés à ces enjeux et bien d'autres encore.

Lire le programme de la Fête, c'est prendre à bras-le-corps les rendez-vous de la riposte et ceux du rassemblement, c'est défricher les chemins, pour réinventer la gauche et redonner de belles couleurs à un projet progressiste. Le Fête sera aussi un rendez-vous crucial pour constituer un large front pour faire libérer Salah Hamouri, de nouveau victime de l'acharnement du gouvernement israélien contre les militants de la justice et de la paix. Nous dirons aussi notre solidarité aux forces démocratiques victimes de la répression en Turquie.

Lors de cette Fête, la question du renforcement du PCF sera animée d'une manière offensive. Depuis le mois de janvier, plus de 2 100 nouveaux adhérents-e-s ont rejoint notre organisation. Les adhésions par internet sont en nette progression. Quand des citoyens font d'eux-mêmes la démarche d'adhérer au Parti, nous devons réfléchir à être beaucoup plus visibles et offensifs dans notre offre d'adhésion.

Démarrer la préparation du Congrès extraordinaire.

Nous entrons maintenant dans la première phase, avec ce Conseil national, de la préparation de notre Congrès extraordinaire de 2018. Pourquoi un congrès en 2018 ? Je n'y reviens pas. Nous en avons débattu lors du Conseil national de juin dernier. C'est indispensable pour conduire notre propre révolution politique et construire un nouveau modèle d'organisation communiste capable d'engager le combat politique pour la transformation sociale dans les réalités d'aujourd'hui. Notre objectif premier est de faire appel aux ressources considérables de créativité et d'inventivité, d'intelligence, au sein de notre collectif humain et militant. Pour se faire, créons les conditions, dès à présent, d'une réelle appropriation du document de consultation par le plus grand nombre possible de communistes. Comment ? Par une implication réelle de notre direction nationale, des membres de notre Conseil national, des animateurs de notre organisation.

Le document de consultation proposé aujourd'hui est une première étape pour une préparation réellement nouvelle du congrès. La consultation que nous lançons va permettre de lister les questions que le Congrès devra prioritairement traiter. Cette démarche démocratique est indispensable parce que les repères essentiels de ce qui identifiait notre engagement se sont brouillés jusque dans nos rangs. Et puis, ce que nous ambitionnons, à savoir une révolution pour ce qui nous concerne, possible ou pas dans les conditions actuelles ? Cette question se pose aujourd'hui, et pas qu'à l'extérieur de notre organisation.

Une des questions de la consultation interroge les « défis du combat communiste que nous devons travailler en priorité ». Je donne ici ma réponse et chacun devra le faire dans les semaines qui viennent. Pourquoi, alors que le système capitaliste semble désormais incapable de répondre aux défis du siècle et que le commun ne cesse de cogner à la porte, de manière de plus en plus nette, n'arrivons-nous pas à être perçus comme une force nécessaire à ces changements. Je n'y vois pas qu'un défi que nous pouvons réduire à un problème de stratégie électorale. La réponse à cette question n'est-elle pas dans la révolution de la démocratie en étant le parti qui ouvre en grand de nouveaux champs de pouvoir et d'intervention dans la cité et à l'entreprise ? Tout le reste en découle : notre nouvelle identification, notre communication, notre mode organisationnel, notre rapport à la politique, à celles et ceux que nous voulons rassembler. Mais ce n'est qu'un avis...

Ce document sera disponible en format papier et numérique, après la Fête de l'Humanité, et pourra être utilisé jusqu'à la mi-novembre, soit deux mois pleins, ce qui répond à une ambition exprimée par de nombreux animateurs de la Vie du Parti.

Les résultats de cette consultation seront versés à l'Assemblée des animateurs de section que nous vous proposons de fixer au 18 novembre. Cette assemblée proposera au Conseil national la liste des chantiers de travail, ainsi que l'ordre du jour du congrès, sa date et sa méthode de préparation. Ces chantiers de travail et de transformation donneront lieu à un travail spécifique. L'idée est d'animer et de faire progresser chacun des chantiers dans un travail collectif et collaboratif, ouverts à l'ensemble de nos adhérents. Les conclusions de ces chantiers permettront d'élaborer la base commune. Une lettre d'animation aux fédérations et sections sera mise en place. Tout cela demande une organisation scrupuleuse à l'échelle de nos régions, de nos fédérations et de nos sections, avec un travail minutieux, progressif en pointant les camarades ayant répondu à la consultation afin d'en solliciter de nouveaux. Nous proposons de tenir un Conseil national les 13 et 14 octobre prochains pour faire un premier point d'étape.

Notre discussion en Conseil national et les échanges que nous aurons lors des trois jours de la Fête de l'Huma peuvent nous permettre, collectivement, de créer les conditions les plus favorables possibles pour réussir cette première étape dans la préparation de notre Congrès extraordinaire.

Pour conclure, une information rapide sur **les Jeux Olympiques**. Mercredi, à Lima, le CIO a désigné Paris pour accueillir les J.O. en 2024. Nicolas Bonnet est membre de la délégation, d'autres camarades, des élus de la Seine-Saint-Denis, ainsi que Bernard Thibault qui a intégré le comité de candidature pour veiller à la mise en œuvre des engagements figurant dans la charte sociale. Une loi olympique sera inscrite à l'ordre du jour du Parlement avant la fin de l'année. À quelles conditions les J.O. de 2024 peuvent-ils être utiles aux populations ? Comment faire de ce rendez-vous une grande fête populaire autour des valeurs de l'olympisme, en posant avec force la place du sport dans notre société et libérer les activités sportives de la marchandisation ? Les enjeux sont très importants, en termes d'investissements publics, d'aménagement du territoire, d'objectifs sociaux et environnementaux.

On lancera, lors de la Fête de l'Huma, un appel pour associer les citoyens à l'écriture d'une proposition de loi pour le sport pour toutes et tous.

Je vous remercie.

Conseil national du PCF – 14 septembre 2017

Résumé de la discussion

Paul Barbazange – Hérault

Les militants ont besoin d'une analyse rigoureuse, dynamique de l'offensive Macron. Il est le Thatcher d'aujourd'hui. Mener la lutte idéologique en révolutionnaire permettra seule d'être efficace dans les revendications, les luttes politiques. Au congrès, pouvons-nous éviter de nous poser la question du parti révolutionnaire et de ce que cela signifie de ruptures avec le capitalisme ? Autre question : depuis Martigues, qu'a donné l'orientation adoptée ? Nous a-t-elle donné les leviers efficaces pour agir, construire, gagner ? Construire l'organisation communiste ? Les militants remettront de toute façon ces deux questions au centre. J'ai confiance. Les médias et la bourgeoisie ont choisi Mélenchon. Nous ne regagnerons l'hégémonie dans le mouvement que par notre attitude de révolutionnaires, rassembleuse à chaque étape du mouvement comme elle se présentera ou se présente.

Valérie Varenne – Manche

La manifestation de mardi était une réussite. Il est toujours difficile de mobiliser après les congés d'été. Macron aura avec ses déclarations et ses premières mesures macronistes sûrement aidé à la mobilisation (contrats aidés, fainéants). Dès à présent, deux dates les 21 et 23 septembre contre les ordonnances. Nous devons être présents aux deux dates, notre agenda est calé sur les marches mais pouvons-nous faire l'impasse du 23 ? Le congrès extraordinaire. Nous devons ouvrir les fenêtres, les communistes attendent beaucoup mais aussi les citoyens. Quel parti pour le 21^e siècle avons-nous besoin ?

Anne Sabourin – Paris

Sur le mouvement contre la loi travail : l'objectif de faire reculer le gouvernement nécessite massification de la lutte. Ce doit être le but et le cadre de notre action - participation large au 21, élargissement à la jeunesse, porter un discours fort sur l'action collective et l'unité des forces de transformation. Le 23 ne s'inscrivant pas dans cette logique. Je suis favorable à une représentation minimale du PCF. Concernant le Congrès, plus qu'une recherche de sens abstraite, nous avons besoin d'une définition de notre offre politique, d'un plan de bataille utilisant à 100 % la force de frappe du PCF sur du moyen/long terme, pour installer le communisme comme alternative crédible et souhaitable au capitalisme dans les conditions du 21^e siècle. J'insiste sur le fait qu'il faut anticiper sur les européennes afin que nous soyons en mesure de lancer la campagne au congrès – rassemblement, tête de liste, identification à quelques propositions, slogan de campagne. Le Forum de Marseille sera une étape d'identification à une famille politique européenne.

Vincent Bouget – Gard

Le document de consultation proposé est sans doute imparfait mais il permet d'envisager toutes les questions, sans tabou, et il est ouvert sur chacun des points, il est donc ambitieux. Ce document est un instrument. Il sera ce que nous en ferons. Il est un bon point de départ pour animer les débats, aller voir les communistes. Il peut être aussi, je crois, proposé à nos adhérents. Pour la préparation du congrès, les premières réunions dans le Gard montrent une volonté de travail en commun, de ne pas viser des affrontements stériles. Besoin d'être

sur tous les fronts en ce moment. La question des emplois aidés est une véritable bombe. Besoin de trouver les convergences, d'élargir le rassemblement. La question de notre participation au 23 se pose : laisser JL Mélenchon seul ? Favoriser le rassemblement ?

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

La question du 23 septembre ne relève pas de présence d'affect ou de « rancoeurs » envers Jean-Luc Mélenchon. C'est une question très politique. Elle relève de notre responsabilité vis-à-vis du mouvement social et de l'indépendance syndicale. Elle pose à nouveau le débat politique « peuple contre élites » plutôt que « clivage droite-gauche/lutte des classes ». Si nous considérons les salarié-e-s et leurs organisations syndicales comme majeures pour organiser la mobilisation, alors, nous ne pouvons appeler au 23 mais plutôt participer à toutes les dates syndicales et travailler, avec nos élu-e-s et parlementaires à la formulation du projet politique alternative sur le travail.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Dans la médiatisation du 23 par le pouvoir et les médias, il y a la volonté de briser le mouvement social et toute perspective d'unité syndicale en survalorisant Mélenchon. Le but de Mélenchon est la campagne présidentielle permanente et sa mise en valeur, mais de fait c'est une date centrée sur lui. Même s'il bouge dans les derniers jours il sait que cela restera sa manif. Appelons à des rencontres politiques larges pour décider d'une date commune préparée ensemble comme le 14 octobre par exemple puisque la date est libre suite au recul sur la date pour l'assemblée des animateurs de section.

Robert Injey – Alpes-Maritimes

Nous ne parviendrons pas à mettre en échec Macron si chacun y va de son côté. Toutes les mobilisations en septembre participent à faire grandir le mouvement. Il ne faut pas tergiverser. Il faut aller au 23 et porter l'idée dès la Fête de l'Humanité que tout le monde, syndical et politique, doit converger sur une initiative, une date commune.

Céline Brulin – Seine-Maritime

Le PCF doit gagner son rôle et sa visibilité, à la fois d'opposition à la politique de Macron et de construction d'une alternative. Chacun connaît la volonté de FI d'apparaître comme la seule opposition et d'en appeler au ralliement derrière elle, dans le contexte de bipolarisation majorité / opposition de la 5^e République. Mais cette organisation a été contrainte à des bougés par rapport à cette orientation. Elle a finalement appelé à participer aux mobilisations du 12/09 ; décidé d'une présence à la Fête de l'Humanité et un peu modifié son approche de la marche du 23/09. Pendant la campagne présidentielle, notre parti n'a eu de cesse d'en appeler au rassemblement de « Jean-Luc, Benoît, Pierre et Yannick ». Nous ne pouvons éluder la décision d'Hamon et de son mouvement de participer à la marche du 23. Alors qu'un bout du rassemblement que nous appelions de nos vœux va se faire, dans la rue, pouvons-nous en être absents ? Empêcher la promulgation des ordonnances nécessite la convergence de toutes les forces qui les combattent.

Gilles Gourlot – Paris

A propos du 23 septembre. La vraie question est notre nécessaire rassemblement pour un réel changement. Le 23 septembre se place clairement dans une stratégie de « révolution citoyenne », c'est-à-dire du renversement par les urnes. Nous ne devons en aucun cas

entretenir cette illusion. Délégation ou pas, l'important est le message que le PCF fait passer, quelle que soit la nécessité de rassemblements électoraux. L'important n'est pas la rose ! L'important c'est la grève ! J'insisterai sur la nécessité de la solidarité concrète avec les grévistes.

Sonia Masson – Paris Pas validée

En tant que membre du SFA j'ai participé aux AG de la CGT spectacle les 4 et 11 septembre. Le ton général évoquait un mouvement long, dur, étant donné l'ennemi en face, et avec très certainement la construction d'une grève générale. Mais nous sommes conscients qu'il va falloir aller chercher les militants un par un. Aussi je souscris à l'appel d'Olivier Dartigolles à encourager les gens à se syndiquer. Lors de ces AG, il a été parlé de l'importance de réussir nos premiers rendez-vous les 12 et 23 septembre.

Jacques Maréchal – Moselle

Les communistes ont engagé un travail pour réaliser en Moselle une marche pour la paix. Ce travail ne peut être abandonné pour se rallier à une manifestation délégataire à Paris initié sans respect du mouvement social. La paix et le désarmement sont des objectifs qui méritent notre attention. Travaillons dans la durée.

Jean-Marc Durand – Drôme

Face à la loi travail XXL, l'objectif recherché par les syndicats – notamment la CGT mais d'autres aussi – est d'inscrire le mouvement dans la durée, l'enraciner sur une base revendicative claire et des objectifs précis ouvrant sur des alternatives.

Cette dynamique doit se construire au plus près de celles et ceux qui subissent les attaques de Macron, les salariés. D'où le rôle majeur et irremplaçable des syndicats dans cette mobilisation et donc le besoin de leur laisser la main et le temps.

Je suis de ceux qui pensent que les organisations syndicales doivent conserver la maîtrise du mouvement social ce qui ne signifie pas que le politique n'a pas son rôle à jouer notamment en liant à ce mouvement social l'action politique pour la transformation de la société sur des objectifs de contenus. Mais pour moi, la charte d'Amiens doit être respectée. Mélenchon la piétine sans vergogne. Les salariés, les citoyens ont besoin d'autres choses que d'une bataille d'ego, que d'une posture protestataire aux accents gauchistes mais aux objectifs sociaux démocrates d'adaptation.

Si nous voulons assurer une présence à cette initiative, elle devrait être réduite à une simple délégation hors la présence de nos premiers responsables.

André Mondange – Isère

Pour le 23 septembre c'est compliqué. Comme à son habitude Mélenchon veut nous prendre en otage. Participer c'est lui donner caution qu'il serait le seul opposant à la politique de Macron, et ne pas participer c'est aussi lui laisser le champ libre. Pourquoi ne pas participer en proposant un seul mot d'ordre « Unité, rassemblement de tous les progressistes pour combattre la politique de régression de Macron ». Si Mélenchon refuse, proposons-le à toutes les autres forces politiques d'être présentes avec ce mot d'ordre, ainsi nous isolons Mélenchon dans son attitude hégémonique.

Marie-Hélène Pouget-Chauvat – Creuse

Un tout petit rappel : pour le 23 septembre nous avons signé « l'appel de la marche pour la paix ». Peut-on signer plusieurs appels pour le même jour ? Faut-il dire à nos camarades : allez à la manif Mélenchon (qui n'est pas un appel syndicaliste) ou bien allez à la marche pour la paix ? Comme vous voulez.

Denis Durand – Paris

Le congrès doit avoir la possibilité de répondre à la question : faut-il un Parti communiste français révolutionnaire, et quel est le sens d'une telle ambition dans la France, l'Europe et le monde de notre temps ?

Je pense que le rôle irremplaçable d'un parti communiste est d'aborder toutes les questions que se posent nos concitoyens sous l'angle des tâches à accomplir pour dépasser le capitalisme jusqu'à son abolition et à la construction d'une nouvelle civilisation. Sous cet angle, nous avons des choses à dire sur les enjeux politiques, sociaux, économiques, écologiques, technologiques du monde contemporain, des choses que nous ne disons pas aujourd'hui.

C'est pourtant possible, comme le montrent l'étonnante diversité des signatures en soutien de l'appel « pour un autre agenda pour l'emploi et le code du travail », et la grande précision des propositions radicales, figurant dans la proposition de loi de sécurité de l'emploi et de la formation, que nous avons mises en avant dans cet appel.

Nathalie Marchand-Carliez – Somme

Notre CN s'ouvre dans un contexte politique difficile, avec un pays qui souffre des régressions sociales et d'un plan d'austérité dont on ne voit plus la fin. Le tout corrélé à un Etat agressif avec le discours de Macron, nous renvoyant aux « sans-dent, fainéants et cyniques ». La guerre sociale est en route. Guerre contre notre démocratie et nos droits. Les militants sont là et comptent bien rassembler pour que les ordonnances ne soient pas effectives. Nous pensons que la paix s'enracine dans la justice sociale, le respect des droits humains. Tout y passe avec Macron, l'emploi et la fin des LAE/COI alors que ce type de contrat assure un avenir par la formation professionnelle. Le président est dans la pratique ! Il s'agit pour nous d'une attaque sans précédent faite à notre système de protection sociale. Il n'y a pour nous d'autre possible sans l'abrogation de la loi travail. Face aux menaces, aux intimidations, nous défilerons, nous résisterons !

Mahama Compaore – Calvados

Devons-nous encore être nous-même, ou devons-nous nous situer par rapport à Mélenchon ? A la deuxième partie de la question, ce serait une mauvaise façon d'aborder la perspective du Congrès. A mon avis, laissons aux militant-e-s dire de quel parti ils-elles ont besoin. Ce Congrès doit être l'occasion de rebondir politiquement. Trois questions, me semble-t-il, doivent guider notre préoccupation : Première question : le Parti communiste français, dans la société, peut-il être utile ? S'il l'est, ce que je crois, dans quelle mesure peut-il l'être ? Deuxième question : Quelle stratégie politique pouvons-nous opposer à l'idéologie néolibérale actuellement dont Macron est le héros et qui n'a d'égal que celle du début des années 1980 ? Troisième question : Comment exister médiatiquement ? C'est fâcheux qu'avec un groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat, nous n'ayons pas droit au chapitre !

Nathalie Vermorel – Saône et Loire

La période estivale a été une période de réflexion et de « digestion » des 18 mois où nous avons mené campagne pour l'unité et les élections. Elle a aussi été une période d'action sur les problématiques nationales (code du travail) ou locales (hôpitaux, migrants, urbanisme), les dernières luttes ayant été menées avec d'autres organisations. Notre participation à l'université d'été a été en hausse. C'est de là que partent nos camarades pour aborder le congrès extraordinaire, et les premières AG montrent : la volonté d'approfondissement de nos décisions du dernier congrès concernant les transformations du parti pour mettre nos moyens et nos pratiques en cohérence avec notre visée ; la volonté de réaffirmer le caractère révolutionnaire de notre parti. Continuer la campagne « coût du capital » et toutes ses déclinaisons.

Adrien Tiberti – Paris

Le rapport demande : « pourquoi, alors que le rejet du capitalisme monte, le PCF n'apparaît pas comme porteur d'alternative ? » Quelques éléments de réponses selon moi : nous sommes en permanence sur la défensive, nous nous centrons sur Macron (et avant Hollande ou Sarko) et nous oublions le capital. Nous ne portons jamais la perspective révolutionnaire ! Nous sommes très faibles sur les enjeux de classe. Le questionnaire est ubuesque : déjà que nous nous posons des questions sans jamais y répondre, là nous nous posons la question de savoir quelles questions nous allons nous poser... Sénatoriales : qui a validé les candidatures, les accords avec le PS ? Le groupe, s'il existe, ne sera plus paritaire. C'est scandaleux.

Gisèle Malaval – Aube

Le questionnaire doit être compréhensible par tous, ce qui n'est pas le cas. Il faudrait laisser à tous les adhérents la possibilité de dire librement ce qui va, ne va pas, ce qu'ils veulent, sans passer directement par des questions contractuelles. C'est aussi une pratique démocratique. Quant à la manif du 23, quel intérêt avons-nous de jouer les forces d'appoint pour un parti qui cherche à passer par dessus le mouvement social et ne condamne pas le capitalisme, et pour JLM qui est le démolisseur officiel des prétendus « vieux » partis de la gauche ?

Antoine Guerreiro – Val-de-Marne

Depuis l'élection de Macron, les forces progressistes étaient comme sonnées, désarmées. Avec la réussite du 12 septembre des possibilités de résistance s'ouvrent enfin. Tous nos efforts doivent y être consacrés dans les semaines à venir ! Depuis la rentrée, sur les cinq congrès où je me suis rendu, les étudiants semblent très loin du mouvement social ; et dans le même temps leurs aspirations concrètes en sont très proches ! Elles portent sur la question de l'insertion professionnelle, du travail et de sa reconnaissance. Dans ce contexte la campagne de l'UEC sur les stages est bien reçue. Jusqu'au 21 septembre il nous faudra continuer à populariser le plus possible le contenu des ordonnances, ainsi que sur nos propositions pour la formation et l'emploi.

Joël Gallais – Morbihan

Le questionnaire est un geste politique invitant les communistes à s'impliquer pleinement dans la préparation du congrès : nécessité d'identifier un projet communiste que le questionnaire n'aborde pas en tant que tel. Exemple : question de l'appropriation sociale des moyens de production ; nécessité du bilan critique du Front de gauche qui a été notre

stratégie depuis 2009, a redonné de la visibilité aux idées communistes et a renforcé le PCF (malgré un manque d'animation nationale) ; nécessité d'associer les « ex-communistes » en imaginant des moments dédiés : ceux qui ont quitté le PCF pour désaccord avec le FG ou « séduits » par FI ont des choses à nous dire.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

On ne peut pas comme direction du PCF donner sans arrêt le sentiment de subir et d'être impuissant. Le recul de la date de l'assemblée des sections, la tentative de l'exécutif de reculer au plus loin le congrès, la dilution du débat dans un questionnaire de 6 pages, tout cela donne l'impression d'étouffer le débat. Alors que Macron assume un capitalisme sauvage, le PCF doit assumer la proposition d'un projet communiste. Cet après-midi lançons un appel aux forces politiques opposées à la loi travail pour une rencontre ce week-end ou lundi en proposant une initiative politique contre l'austérité et le coût du capital. Pourquoi pas le 14 octobre dans des rassemblements départementaux ou régionaux.

Hülliya Turan – Bas-Rhin

Face à la crise, ou peut-être la mutation du système capitaliste qui trouve de nouveaux marchés, la loi travail permet de remettre dans le débat la question du travail. Qu'avons-nous à dire, comment vulgariser nos propositions sur l'emploi et la formation, comment nous appuyer sur nos députés pour mener des batailles sur l'ensemble du territoire. Sur le questionnaire, démarche volontariste et démocratique, mais transpire nos difficultés et risque de ne pas permettre de prendre de la hauteur au vu des attentes des camarades concernant le prochain congrès.

Igor Zamichiei – Paris

Une question devrait être au cœur de notre débat de direction : quelle campagne politique du PCF qui amplifie la riposte au pouvoir et ré-identifie le parti dans la société française ? Nous sommes face à un pouvoir au service exclusif du capital extrêmement offensif. Dans cette situation, on ne peut pas se satisfaire de limiter notre action à un soutien au mouvement social. Nous devons le nourrir d'initiatives politiques, d'une grande campagne pour une nouvelle politique de progrès social, de la sécurisation de l'emploi au développement des services publics. Parallèlement, marquons ce pouvoir à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances : Macron est le nouveau président des riches, du mépris de classe. Opposons-lui la justice fiscale et un nouveau contrôle démocratique des richesses créées.

André Mondange – Isère

Bilan positif de la journée d'action du 12 sept.-17. Ce que j'ai pu entendre de la part des communistes : la convocation d'un congrès extraordinaire en 2018 est très bien accueillie, ils sont d'accord pour tout mettre sur la table sans sujet tabou, avec une vraie volonté de construire le PCF du 21^e siècle. Ils veulent une réaction à l'insupportable campagne anti-communiste et au boycott de notre parti par les médias et aussi un effort conséquent de notre parti sur la communication.

Je fais le constat qu'au moment où le grand capital veut nous faire basculer dans une société de l'ultralibéralisme à la Thatcher, une certaine catégorie de salariés s'empare de sujets concernant le travail : la subordination, le temps de travail, le sens du travail le salaire à vie, le revenu universel.

Je propose la mise en place d'une commission nationale sur cette question spécifique afin qu'elle soit au cœur de notre congrès extraordinaire de 2018.

Jean-Marc Durand – Drôme

En regard des choix Macron, il me semble que nous continuons à sous-estimer largement la profondeur et les enjeux de la crise actuelle. Derrière la revanche sociale, c'est l'adaptation aux besoins nouveaux du capitalisme financier. Il lui faut désarmer le peuple avant les sacrifices à venir avec le nouvel épisode de crise systémique.

Suppressions TH, CSG à la place des cotisations, loi travail XXL, tels sont les missiles à longue portée contre notre modèle social.

Cette réalité nous oblige à être à la pointe du combat avec nos propositions pour porter l'émergence d'un autre système. De ce point vue un tract national pour le 12 a manqué tout comme une référence claire à la SEF.

Nos propositions sont-elles un obstacle au rassemblement et au développement de l'action ? C'est tout le contraire, elles en sont l'ancrage ! Et elles sont au cœur du débat de notre congrès

A ce propos, est-ce bien d'un questionnaire dont nos adhérents ont besoin ou d'un débat de fond sur des thèmes ouverts, fondements d'un futur texte de congrès à débattre largement jusqu'en juin prochain ? En arrière-plan est posé le rôle et le respect de nos instances. Par exemple de la réunion des animateurs de section. Le CN aussi est concerné, écarté qu'il se trouve du meeting politique de la fête de l'Huma.

Alain Janvier – Seine-et-Marne

La version du texte sur la consultation a pleinement bénéficié du séminaire d'Angers.

Plusieurs points négatifs ont disparu. Certains demeurent, nécessitant une réflexion collective (résultats électoraux, ...). Le mouvement social (400 000 manifestants) exige de nous un engagement de combat politique de grande envergure. Les difficultés entre PCF et FI ne relèvent pas d'un « ego » collectif, mais de divergence que seul un débat sans invective peut surmonter. C'est le cas de la fiscalisation de la Sécurité sociale qui signerait la mort de la Sécu. Or, la suppression des cotisations sociales est prévue pour 2018. La bataille pour un droit d'accès aux médias du PCF est incontournable et doit être menée. Attention de ne pas faire porter aux journalistes la responsabilité qui incombe aux directions des chaînes.

Gilles Gourlot – Paris

En ce qui concerne le questionnaire, je voterai contre. Les camarades n'attendent pas de nous des questions mais des réponses. Ces réponses/propositions doivent être soumises sous forme de texte à leur suffrage. La proposition d'un questionnaire réduit à trois questions : faut-il un PCF, quel bilan, quelle stratégie, me paraît bien meilleure comme point de départ. Avec cette nuance que pour moi un bilan complet ne peut avoir comme seul point de départ le congrès de Martigues mais doit partir du début des années 80. En fait, la seule question est celle de la ligne politique.

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Marianne Parmigiani, Monique Renault et Jean Youdom.

"Écrivons ensemble une nouvelle page du sport et de l'olympisme" **(appel en cours - sans les signataires)**

Notre pays va accueillir les Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024 et nous voulons réussir cette grande fête populaire.

Alors que la guerre est partout, après les attentats qui ont frappé notre pays depuis janvier 2015, l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques sont l'occasion de refaire vivre les valeurs universelles de paix, d'humanisme et de progrès que le sport peut incarner.

C'est une belle opportunité pour ouvrir un grand débat sur la place du sport dans notre société et les moyens qui lui sont consacrés.

Pour que la fête promise soit réussie, il faut que l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques soient l'affaire de toutes et tous. Elle sera réussie si les populations locales, les sportifs, les bénévoles des clubs, les enseignants, les élu-es locaux, toutes celles et ceux qui font vivre le sport au quotidien dans notre pays, y soient pleinement associés.

La fête sera réussie si elle tient compte des préoccupations sociales et, si les investissements publics répondent aux besoins des populations.

La création de "comités locaux" pour la réussite des Jeux Olympiques et Paralympiques peuvent être cette dynamique citoyenne qui enrichira le projet et permettra d'amorcer une réelle loi olympique pour les années à venir.

Une dynamique qui pourra affirmer la nécessité du rattrapage en termes d'équipements sportifs pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école et l'accès aux activités physiques et sportives pour toutes et tous.

Faut-il sans cesse rappeler que Paris et la Seine Saint Denis sont les territoires les plus déficitaires en équipements sportifs ?

Une nouvelle loi sur le sport pourrait parfaire la description de cette mobilisation citoyenne. Elle exprimerait la volonté d'accorder des moyens nécessaires au développement des activités physiques et sportives pour toutes et tous avec en priorité l'augmentation du budget consacré.

L'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques est l'occasion de mobiliser notre pays autour d'un projet qui enverra un signal fort au monde entier : rebâtir un idéal collectif, universel pour un monde de paix, de liberté et de solidarité dans lequel le sport joue un rôle essentiel dans la formation des citoyens de demain.

Par cet appel nous vous proposons d'écrire ensemble une nouvelle page du sport et de l'olympisme.



Jeux olympiques et paralympiques PARIS 2024

Nous lançons une grande consultation auprès de la population pour la réussite des Jeux olympiques et paralympiques en 2024, c'est l'occasion d'écrire ensemble une nouvelle page du sport et de l'olympisme.

L'ambition affichée par la France est d'organiser des jeux au service de la société entière, en corrigeant les inégalités territoriales et pour un sport œuvrant à un monde meilleur. Louables intentions, mais pour qu'elles ne soient pas chimères, nous devons nous en mêler pour que les Jeux ne soient pas que l'affaire de quelques-uns. Les Jeux peuvent soit s'inscrire dans une logique de privatisation et de marchandisation aggravée du sport, soit lui redonner un sens dans notre société au service de l'émancipation humaine. Pour que les Jeux bénéficient à toutes et tous, pour qu'ils relèvent les défis sociaux et environnementaux, participent à la réduction de l'exclusion et de la précarité, notre intervention et celle de nos élu-e-s seront décisives. Nous avons besoin de votre participation, vos réponses enrichiront la réflexion des comités locaux et de nos élu-e-s qui travaillent à une proposition de loi.

Vos réponses seront remises aux élu-e-s locaux et aux parlementaires.

QUESTIONNAIRE



1• Notre pays va accueillir les Jeux olympiques et paralympiques en 2024 : qu'en pensez-vous ? Comment souhaiteriez-vous que cela se passe ?



2• Quel sens donnez-vous aux valeurs de l'olympisme à notre époque ?



3• Les précédentes éditions ont été marquées par des investissements inconsidérés sans lien avec les populations, des dérogations fiscales, des soupçons de corruption, des affaires de dopages, spéculations immobilières, etc. Pensez-vous que l'on peut changer les choses avec l'accueil des Jeux en France ?



4• Quelles propositions feriez-vous aux élu-e-s communistes pour nourrir leur expression à l'Assemblée et au Sénat ?





Parmi ces propositions, quelles sont pour vous **les 5 plus importantes**

1. Les 16 engagements de la charte sociale signée par les syndicats doivent être strictement mis en œuvre pour respecter les droits des travailleurs.
2. Une priorité doit être donnée aux PME et à l'embauche des populations locales.
3. Avec la charte environnementale signée avec WWF, les Jeux doivent être exemplaires dans la lutte contre la pollution et le réchauffement climatique.
4. Avec les Jeux, les Franciliens doivent bénéficier d'un meilleur réseau de transport, modernisé, sécurisé et accessible aux personnes en situation de handicap.
5. Les voies cyclables doivent se développer dans la métropole.
6. Le village olympique doit être transformé en logements sociaux et étudiants.
7. Tous les programmes immobiliers à proximité des nouvelles gares doivent respecter 30% de logements sociaux.
8. Une charte anti-spéculation immobilière doit plafonner le prix au mètre carré à l'échelle de la métropole.
9. Le comité de candidature s'est engagé à ce que 50% des billets soient moins de 50 euros pour les JO et moins de 20 euros pour les JP, mais une part de gratuité doit être prévue.
10. Paris et le 93 sont des départements les moins équipés en installations sportives, les Jeux sont l'occasion de rattraper cette inégalité.
11. Les installations sportives qui seront construites doivent être gérées par et pour le public.
12. Dans ce cadre, les PPP et le «naming» doivent être proscrits.



Parmi ces propositions, quelles sont **les 5 priorités** qui doivent figurer dans une nouvelle loi

1. Le droit d'accès au sport est un droit essentiel qui doit être défendu pour tous et toutes, à tout âge et quelles que soient ses origines et sa condition physique.
2. L'EPS doit être obligatoire 5 heures par semaine dès la maternelle et jusqu'au lycée, avec le retour de l'EPS à l'examen du brevet des collèges.
3. Un grand plan national de rattrapage des équipements sportifs doit être impulsé.
4. La loi doit préciser les missions de service public de l'État et des fédérations afin de répondre aux besoins des populations de façon plus égalitaire.
5. Les fédérations doivent développer les pratiques féminines et réaffirmer les principes de mixité.
6. La loi doit mieux reconnaître et donner les moyens à la vie associative et au bénévolat.
7. Il faut augmenter le financement des associations sportives pour faire baisser le coût de la licence qui repose essentiellement sur les familles.
8. L'État doit engager une grande opération nationale de transparence sur l'origine et la répartition des sommes d'argent qui circulent dans le sport professionnel.
9. La loi doit sécuriser les parcours sportifs professionnels par l'instauration d'un salaire minimum et maximum.
10. La loi doit mieux encadrer les droits de retransmissions télévisées et les bénéfices réalisés par les entreprises privées pour une meilleure redistribution des richesses.
11. L'État doit consacrer plus de moyens à la lutte contre le dopage.
12. Le budget de l'État consacré aux activités physiques et sportives doit être immédiatement doublé pour aller jusqu'à 1% du budget de l'État.

Si vous souhaitez participer aux comités locaux, laissez-nous vos coordonnées

Nom, prénom :

Ville :

Profession/responsabilité :

Mail :

Tél :